



**CADRE DE SUIVI DES ACTIVITES EXTENSION CSEF 2 (Nom coalition, pays)**

	N°	ACTIVITES	INDICATEURS DE RESULTAT	MOYEN DE VERIFICATION	BUDGET	DATE	
						INITIALE	NOUVELLE
<b>Objectif 1 :</b> Amener, d'ici à fin décembre 2014, les organisations de la société civile membres de la CBO-EPT et de l'Observatoire de l'éducation à intervenir efficacement dans le suivi et la gestion du système éducatif							
<b>STRATEGIES</b>							
<b>1.1. Mobilisation des organisations membres, renforcement de capacité et appui accompagnement.</b> De façon précise, il s'agira d'organiser un atelier de formation regroupant les principaux partenaires départementaux de l'éducation et OSC membres n'ayant pas encore bénéficié d'une formation sur le plaidoyer participatif. Une feuille de route de la mise en œuvre du processus d'élaboration de plan départementaux par regroupement d'acteurs éducatifs du même département.	1	Former les acteurs en éducation des départements de l'Atlantique, de l'Alibori et du Plateau sur le plaidoyer participatif	Au moins 90% des membres formés maîtrisent les concepts clés sur le plaidoyer participatif d'ici à fin juin 2014.	Rapport de formation	<b>3405000</b>	<b>Février-mars 2014</b>	Du 05 au 07 mars 2014
Un point focal sera désigné par département pour impulser la dynamique jusqu'à l'élaboration et	2	Appuyer la mise en œuvre d'au moins une action pertinente de	Nombre de rencontre avec les autorités éducatives	PV des rencontres avec les autorités	<b>650000</b>	<b>mars-Juillet</b>	<b>mars-Juillet</b>

<p>la validation des plans départementaux. Dans l'Atlantique (Aide et Action), dans l'Ouémé-Plateau (CAEB-ONG), dans le Borgou-Alibori (EEB). L'une des activités prioritaires planifiées dans chaque plan départemental sera choisie pour bénéficier d'un accompagnement technique et financier .</p>		<p>plaidoyer par plan départemental</p>	<p>(élus locaux et responsables des services déconcentrés de l'état)</p>	<p>éducatives</p>		<p><b>2014</b></p>	<p><b>2014</b></p>
			<p>Nombres de campagnes d'informations et de sensibilisation organisées à travers les médias</p>	<p>PV des campagnes d'informations et de sensibilisation</p>			
			<p>Nombre d'engagements actés pris par les autorités de l'éducation (allocation des enseignants, élimination des violences en milieu scolaire, gouvernance scolaire)</p>	<p>Relevé des engagements pris et actés</p>			

STRATEGIE 1.2							
<p><b>1.2. Rencontres d'échanges, recherche documentaire, mobilisation et appui conseil.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des OSC répondant au profil souhaité, prise de contact et examen des possibilités de collaboration.</li> <li>• Organisation d'un mini-atelier regroupant l'ensemble des OSC membres. Ce mini-atelier servira de cadre d'échanges et de réflexion sur le mécanisme de constitution des groupes thématiques. Ces groupes thématiques à constituer s'inspireront des recommandations de l'étude sur la cartographie des acteurs de l'éducation, des expériences des autres coalitions (Burkina Faso et Sénégal) et celles des Réseaux d'OSC membres.</li> <li>• Instituer un mécanisme de rencontre bimestrielle des membres CA, et de rencontres trimestrielles des membres des comités départementaux, pour faire le partage des réalisations du projet et des défis.</li> <li>• Recrutement d'un consultant spécialiste en évaluation de projet.</li> <li>• Recrutement d'un consultant</li> </ul>	<p>Elargir la base de la CBO – EPT (pour compter en son sein des membres qui contribueront à accroître son influence sur des questions spécifiques à l'éducation, en particulier, ceux qui ont une solide expérience et renommée dans les domaines de l'inclusion et la gouvernance)</p>	<p>Nombre de nouveaux adhérents enregistrés</p>	<p>Lettes d'adhésion</p>	<p><b>200000</b></p>	<p><b>Octobre-13 –Mars 14</b></p>	<p>1ere semaine d'avril 14</p>	
	<p>Restructurer les OSC membres de la coalition en 2 groupes thématiques (Education non formelle et formation professionnelle des jeunes, Education inclusive) et assurer leur fonctionnement.</p>	<p>Nombre de groupes thématiques fonctionnels</p>	<p>PV de séance de restructuration</p>	<p><b>530000</b> <b>200000</b></p>	<p><b>Février-mars 14</b></p>	<p>1<sup>er</sup> avril 14</p>	
	<p>Assurer le fonctionnement du conseil d'administration et des comités départementaux de la</p>	<p>Nombres de rencontres statutaires organisées</p> <p>Nombre de thème/sujets</p>	<p>PV des rencontres périodiques</p> <p>Relevé des recommandatio</p>	<p><b>960000</b></p>	<p><b>Octobre 13- Décembre 14</b></p>	<p><b>Octobre 13- févr 15</b></p>	

pour la mise en place des outils à renseigner de façon périodique, et d'un mécanisme de pilotage efficace et efficient,	CBO-EPT.	abordés au cours des rencontres statutaires tenues d'ici à décembre 2014	ns formulées et mises en œuvre par thématique			
		Nombre de thème/sujets abordés au cours des rencontres statutaires tenues d'ici à décembre 2014	Relevé des recommandations formulées et mises en œuvre par thématique			
	Faire une évaluation interne de fin du projet CSEF II	Nombre d'activités prévues et mises en œuvre Résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus	Rapports périodique de suivi Rapport final d'évaluation	<b>2185000</b> <b>- 500000</b>	<b>Novembre 2014</b>	Février 15
	Mettre en place un dispositif de suivi permanent et d'auto évaluation des interventions	Nombre de collectes de données effectuées ; Nombre d'outils de suivi mis en place ;	Base de données renseignées.	<b>1260000</b> <b>200.000</b>	<b>Sept - Novembre 14</b>	Janvier-avril 14
<b>1.3. Publications, et rencontres de partage avec les décideurs et alliés.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement d'un consultant ou d'une agence de communication spécialisé dans le domaine de réalisation de documentaire</li> </ul>	Réaliser et publier un film documentaire de 13 mn sur les défis de la prise en charge éducative des exclus du système éducatif en français)	Nombre de films documentaires réalisés	Copie du documentaire en DVD et CDCAM	<b>2760000</b>	<b>Avril 14</b>	Avril 14
		Nombre de diffusions et de rediffusion du film réalisé	Témoignages			
	<b>Rencontrer les autorités éducatives et</b>	<b>Nombre de rencontres tenues</b>	<b>PV de rencontres de</b>	<b>140000</b>	<b>Mars-avril 14</b>	

<p>éducatif.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation d'une séance de partage dans chacune des deux communes ciblée (Tori Bossito et Abomey Calavi), avec une implication active des conseillers communaux, autorités éducatives et autres acteurs (CCS, CP, CAPE, CCE)</li> <li>Négociation de rencontre : envoi de lettre d'audience au Président de la Commission Education et valorisation des relations personnelles en vue d'obtenir une date d'audience. Préparer la rencontre parlementaire avec le Président de la Commission.</li> <li>Identification des personnes ressources à inviter sur le plateau de télévision. Elaboration des tdr et du dossier de presse, négociation de temps d'antenne à l'ORTB, et de la date de diffusion de l'élément</li> </ul>	<p>les élus locaux pour le partage des recommandations de l'étude sur la typologie des exclus</p>	<p>partage</p>					
	<p>Rencontrer les parlementaires pour le partage des résultats de l'étude et la proposition d'une loi contre l'exclusion en éducation</p>	<p>Nombre d'engagements écrits pris et tenus sur les questions essentielles</p>	<p>Relevé des engagements pris, actés et mis en application</p>				
		<p>Nombre de rencontres tenues</p>	<p>PV des rencontres tenues</p>	<p><b>140000</b></p>	<p><b>Avril-Mai 14</b></p>		
	<p>Nombre de questions orales/interpellations adressées par les députés au gouvernement sur les défis éducatifs</p>	<p>Rapport de session parlementaire</p>					
	<p>Réaliser une (01) émission télévisée en français sur les défis du système éducatif</p>	<p>Nombre d'émissions réalisées et cibles touchées</p>	<p>Copie de l'émission su CD Témoignages</p>	<p><b>1140000</b></p>	<p><b>Mars 14</b></p>	<p>Avril 14</p>	

réalisé.							
<b>1.4. Appui accompagnement dans le processus de renforcement de capacité technique.</b> <b>Mise à disposition de supports techniques.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation d'un atelier de formation et solliciter l'expertise d'une personne ressource de Plan Bénin pour co-animer la session.</li> </ul>	Former l'équipe de la coordination, les membres du comité de pilotage et OSC membres sur le contenu du droit à l'éducation	Nombre d'acteurs formés qui maîtrisent les concepts enseignés pendant les formations/ou qui ont pu citer les concepts clés enseignés pendant les enseignants	Rapport de formation Modules dispensés	<b>2275000</b>	<b>Avril 14</b>	Du 10 au 11 avril 14	
			Nombre d'OSC membres touchés				
<b>1.5. Mise en place d'un mécanisme permanent de discussions, d'observation, d'analyse et d'enregistrement des changements qui s'opèrent dans le secteur éducatif afin d'assurer une veille permanente autour de la réalisation du droit à l'éducation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Négociations avec le MEMP pour la signature de l'arrêté de reconnaissance et implication des OSC membres/partenaires les autorités éducatives et les PTF (UNICEF, Banque Mondiale, Plan Bénin, Aide et Action Internationa, RTPI) à l'organisation de la rencontre</li> </ul>	Organiser une séance d'installation officielle du comité de pilotage de l'Observatoire de l'éducation et de présentation du CSEF II	Arrêté de reconnaissance signé et disponible	Rapport de séance d'installation officielle	<b>1265000</b> <b>265000</b>	<b>Mars 14</b>	Dernière semaine d'avril 14	
		Nombre de catégories d'OSC et autres partenaires impliqués					
	Réaliser annuellement un rapport alternatif sur l'éducation au Bénin	Données quantitatives et qualitatives collectées et analysées	Base de données quantitatives et qualitatives	<b>6455000</b> <b>455000</b>	<b>Octobre 14</b>	Octobre 14	

d'installation							
<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement d'un consultant qui sera placé sous la double supervision du Comité scientifique OE et de la Coordination. Enquêtes et collectes de données quantitatives et qualitatives.</li> </ul>							

**Objectif 2 : Contribuer à améliorer l'accès et le maintien des enfants à l'école dans les 10 communes à plus faible taux de scolarisation d'ici à la rentrée scolaire 2014-2015**

STRATEGIE 2.1							
<b>2.1. La coalition contribue au renforcement des capacités organisationnelles et techniques des comités d'acteurs et OSC actives en éducation dans les 10 communes afin de les outiller pour orienter leurs actions de plaidoyer en faveur de la scolarisation massive, de la qualité de l'éducation et du maintien des enfants à l'école.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de deux ateliers de formation impliquant les principaux acteurs éducatifs des dix communes ciblées. Susciter à l'issue de l'atelier sur la planification de l'éducation, un processus d'élaboration des Plans communaux de</li> </ul>	1	Former les acteurs communaux de l'éducation sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Planification de l'éducation et participation des enfants</li> </ul>	Nombre d'OSC et de comités d'acteurs communaux formés et qui maîtrisent les concepts clés	Rapport de formation  Modules de formation  Plans de plaidoyer élaborés  PV de séance de restitution à la base	<b>3530000</b> <b>1000000</b>	<b>Mars-avril-mai 14</b>	Mai 14
			Nombre d'ateliers de formation organisés Nombre de restitutions organisées à la base Nombre de plans de plaidoyer élaborés Nombre de contrôles citoyens organisés				
		Suivre la mise en œuvre du projet	Mise en place des outils de suivi	Compte rendu des séances de	<b>945000</b>	<b>Avril-Mai 14</b>	Sep-Octobre 14

développement de l'éducation, sous l'impulsion des élus communaux. • Mise en place des outils de suivi, et collecte de données quantitatives et qualitatives sur les réalisations du projet dans les 05 communes ciblées. • organisation d'une mission de collecte de données quantitatives dans les deux départements. Analyse des données collectées et construire un argumentaire de plaidoyer en direction des autorités éducatives avec l'implication des CD, des FEDAPE et des élus communaux.	éducatif soumis au financement du PME dans 05 des 10 communes ciblées	Nombre de rencontres d'évaluation de l'allocation et de l'utilisation des ressources financières	suivi  Outils de suivi renseignés				
		Nombre de comité de suivi mis sur pied					
• Demande d'audience. Rencontre de présentation des résultats de l'état des lieux sur la répartition du personnel enseignant dans les deux départements. Partage des défis avec les DDEMP concernés et leur faire prendre d'engagements pour des mesures correctives. faire le même exercice au cabinet du	Faire un état des lieux de l'allocation des enseignants dans les départements de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo	Existence d'un rapport sur l'état des lieux du personnel enseignant dans les localités ciblées.	Rapport de collecte, de traitement et d'analyse des données	<b>480000</b>	<b>Février 14</b>	Février 14	
		Nombre de rencontres organisées					Rapport de séance
		Nombre de principes d'application définis Engagement acté des autorités éducatives à mettre en application les textes en vigueur					
Rencontre de discussion avec les DDEMP et le cabinet du Ministre en charge de l'éducation sur les principes de l'application effective de l'arrêté				<b>155000</b>	<b>Mars-avril 2014</b>	Mai –juin 14	

<p>MEMP, en associant les syndicats. Définir avec le cabinet du MEMP, une feuille de route pour la mise en application effective de l'arrête 2012 portant mutation du personnel enseignant.</p>	<p>Célébration de la SMA 2014 d'ans l'une des 10 communes ciblées (caravane de sensibilisation)</p>	<p>Nombres d'actions de plaidoyer menées Nombres d'acteurs et de partenaires éducatifs touchés Nombre d'engagements actés pris par les autorités concernées</p>	<p>Photos des caravaniers  Rapport  Enquêtes</p>	<p><b>1095000</b></p>	<p><b>Mars- Avril 14</b></p>	<p>Du 05 au 10 mai 14</p>
<p><b>Objectif 3 : Améliorer la contribution des acteurs (parents d'élèves, corps enseignants, élèves, élus locaux et parlementaires) dans le renforcement de la qualité de l'éducation au Bénin, d'ici à fin décembre 2014</b></p>						
<p><b>3.1. Susciter à travers des rencontres de partage, l'adhésion des organisations syndicales, des parents d'élèves et des autorités éducatives autour des préoccupations relatives à l'application effective de l'arrêté 2012</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appropriation du contenu des deux arrêtés par les organisations membres de la coalition et analyse des forces et faiblesses des dispositions qu'ils contiennent. Organisation de deux rencontres de sensibilisation regroupant séparément les organisations syndicales du MEMP, et les</li> </ul>	<p>sensibilisation des organisations syndicales et des parents d'élèves (FEDAPE) sur l'arrêté 2012 portant nomination des directeurs d'établissement scolaire et mutation des enseignants</p>	<p>L'état des lieux de l'allocation des enseignants dans tous les départements est fait (cet état des lieux existe déjà pour 4 départements sur 06)</p> <p>Mise à disposition des textes</p> <p>Le nombre de séances de discussion et échanges avec les organisations syndicales suscitent</p>	<p>Rapports des séances organisées  Photos  Enquêtes</p>	<p><b>8480000</b></p>	<p><b>Mai 14</b></p>	<p>Juillet-octobre 14</p>

associations de parents d'élèves. Partage de l'état des lieux et focalisation des discussions autour des goulots d'étranglement pour la mise en application des nouveaux arrêtés.		une mobilisation autour du respect des textes en vigueur				
		Nombre et catégories d'acteurs touchés				
		Nombre de rencontres de partage organisées				
<b>3.2. Informations et sensibilisations des communautés.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Choix de trois communes à plus haut taux de scolarisation et organisation de rencontres de partage des résultats scolaires regroupant les parents d'élèves, les représentants des écoliers, les élus communaux, le personnel d'encadrement. Identification des forces et faiblesses, définition de mesures correctives, feuilles de routes pour la mise en application, mise en place d'un mécanisme de suivi.</li> </ul>	Organiser des Rencontres annuelles d'analyse et d'exploitation des résultats scolaires dans 03 des dix communes ciblées, à faible taux de scolarisation.	Nombres de rencontre bilan organisées	Rapports Enquêtes	<b>1980000</b>	<b>Juil-Août 14</b>	Août-septembre 14
		Nombre d'acteurs et de partenaire communaux de l'éducation touchés				
		Nombre d'outils de suivi et d'évaluation élaborés sur le niveau de mise en œuvre des engagements pris et actés				

## RECAPITULATIF

Stratégie	RECAP DES ACTIVITES	BUDGET EN (FCFA)
Mobilisation des organisations membres, renforcement de capacité et appui accompagnement	Sous-Total 1.1	

	Sous-Total 1.2	
	Sous-Total 1.3	
	Sous-Total 2.1	
	Sous-Total 2.2	
	Sous-Total 2.3	
	Sous –Total 3.1	
	Sous –Total 3.2	
	Sous –Total 3.3	
	<b>Total des Activités</b>	

Appui Institutionnel	N°	ACTIVITES	MOYEN DE VERIFICATION	BUDGET EN (FCFA)	DATE PREVUE
	1.				
	2.				
	3.				
	4.				
	5.	AUDIT			
	<b>TOTAL APPUI INSTITUTIONNEL</b>				

**TOTAL GENERAL**

Lister ici les activités qui ont été supprimées ou remplacées et dire la raison de ce choix :